

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Octobre 2001 : déficit budgétaire de 0,3 milliard de dollars

Le gouvernement a accusé un déficit budgétaire de 0,3 milliard de dollars en octobre 2001, comparative-ment à un déficit de 0,1 milliard en octobre 2000. Les estimations établies pour octobre 2000 incluent toutefois le transfert ponctuel de 1 milliard de dollars au Fonds pour les appareils médicaux, qui a entraîné le déficit affiché ce mois-là. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 0,3 milliard de dollars tandis que les dépenses de programmes ont augmenté de 0,6 milliard. Les frais de la dette publique ont pour leur part baissé de 0,1 milliard.

D'avril à octobre 2001 : excédent budgétaire de 13,2 milliards de dollars

L'excédent budgétaire a été estimé à 13,2 milliards de dollars d'avril à octobre 2001, en baisse de 1,4 milliard de dollars par rapport à l'excédent de 14,6 milliards déclaré pour la même période en 2000-2001. Les résultats pour 2001-2002 incluent toutefois des gains ponctuels attribuables à des versements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers au titre des fortes augmentations des gains en capital enregistrées en 2000, si bien que l'excédent sous-jacent pour 2001-2002 a été surestimé.

Dans les mois à venir, l'excédent cumulatif commencera à baisser en partie sous l'effet de l'incidence continue des réductions d'impôt et des initiatives de dépenses annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, ainsi que de celles qui ont été annoncées avant le budget de 2001 et proposées dans celui-ci. En outre, l'effet du ralentissement de l'économie sur les bénéficiaires des sociétés et sur le revenu des particuliers nuira aux résultats financiers, surtout dans la dernière partie de l'année. Tel qu'indiqué dans le budget de 2001, l'excédent déclaré à la fin de 2001-2002 sera affecté au fonds pour l'Afrique et à la fondation pour l'infrastructure stratégique.

Octobre 2001 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, soit 2,2 %. La hausse des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ainsi que celle des droits et des taxes d'accise a largement compensé les baisses des autres principales composantes.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, soit 7,5 %. La totalité de cette augmentation est attribuable à des rajustements pour années antérieures apportés aux comptes du Régime de pensions du Canada (RPC) et de l'assurance-emploi, qui ont atténué les résultats d'octobre 2000. Les versements bruts reçus incluent non seulement l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers, mais aussi l'impôt provincial à payer (comme le prévoient les

accords de perception fiscale conclus avec les provinces participantes) ainsi que les cotisations des employés et de l'employeur aux comptes du RPC et de l'assurance-emploi. Les sommes déduites chaque mois de ces montants à payer s'appuient sur des estimations, et des rajustements sont apportés quand les données sont communiquées par l'Agence des douanes et du revenu du Canada. D'après les données fiscales de 1999, des transferts de 1,4 milliard de dollars ont été effectués des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers aux comptes du RPC et de l'assurance-emploi, ce qui a atténué les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers en octobre 2000. Aucun rajustement n'a été apporté aux résultats d'octobre 2001. En excluant des résultats d'octobre 2000 l'incidence de ces rajustements, les recettes de l'impôt sur le revenu des



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	octobre		d'avril à octobre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
	(M\$)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 324	13 620	101 528	103 272
Dépenses de programmes	-10 063	-10 675	-62 837	-66 954
Solde de fonctionnement	3 261	2 945	38 691	36 318
Frais de la dette publique	-3 406	-3 287	-24 103	-23 088
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-145	-342	14 588	13 230
Opérations non budgétaires	948	-1 530	-5 211	-10 930
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	803	-1 872	9 377	2 300
Opérations de change	692	-1 010	72	-512
Solde financier net	1 495	-2 882	9 449	1 788
Variation nette des emprunts	3 658	4 546	-14 652	-9 708
Variation nette de l'encaisse	5 153	1 664	-5 203	-7 920
Encaisse à la fin de la période			7 755	5 259

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

particuliers auraient été moins élevées cette année. Cela traduit l'incidence des mesures de réduction de l'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, ainsi que des bonifications de la Prestation fiscale canadienne pour enfants annoncées dans des budgets antérieurs. En outre, le ralentissement de la croissance économique freine la croissance globale des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes de l'impôt des sociétés ont reculé de 0,4 milliard de dollars, soit 21,3 %, sous l'effet d'une hausse des remboursements et d'une baisse des montants bruts perçus.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont régressé de 0,4 milliard de dollars, soit 26,0 %, surtout en raison des rajustements pour années antérieures susmentionnés, qui ont fait augmenter les recettes d'octobre 2000. De plus, les taux de cotisation sont moins élevés (le taux des employés s'établit en 2001 à 2,25 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables, comparativement à 2,40 \$ en 2000).
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, soit 23,1 %. La plus grande partie de cette augmentation est attribuable à la hausse des recettes de la taxe sur les produits et

services (TPS), qui traduit surtout le calendrier des paiements (les recettes de septembre 2001 ont été inférieures de 0,3 milliard de dollars à celles de septembre 2000).

- Les recettes non fiscales ont baissé de 5,1 %, principalement en raison de l'échelonnement des dates de réception et de la baisse des intérêts sur les soldes bancaires.

L'augmentation de 0,6 milliard de dollars, ou 6,1 %, des dépenses de programmes d'une année sur l'autre reflète surtout la forte hausse des transferts aux particuliers et des dépenses de programmes directes.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 0,4 milliard de dollars, ou 15,3 %, principalement en raison de l'augmentation de 43,5 % des paiements de prestations d'assurance-emploi. Cette augmentation traduit les bonifications des prestations annoncées dans le budget de février 2000 et en septembre 2000 ainsi que le nombre plus élevé de bénéficiaires. Les prestations aux aînés ont augmenté de 4,9 %.
- Les principaux transferts aux autres ordres de gouvernement ont diminué de 0,6 milliard de dollars, ou 21 %, sous l'effet du paiement de 1 milliard versé en fiducie aux provinces et aux territoires pour l'achat d'appareils médicaux neufs dans le cadre de l'accord de

Tableau 2

Recettes budgétaires

	octobre			d'avril à octobre		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	5 397	5 800	7,5	48 840	49 218	0,8
Impôt sur les bénéfices des sociétés	1 853	1 459	-21,3	13 201	13 832	4,8
Autres	381	378	-0,8	1 820	2 065	13,5
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 631	7 637	0,1	63 861	65 115	2,0
Cotisations d'assurance-emploi	1 614	1 194	-26,0	11 548	11 009	-4,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 325	3 172	36,4	14 723	15 269	3,7
Droits de douane à l'importation	230	332	44,3	1 569	1 777	13,3
Taxes de vente et d'accise	706	509	-27,9	4 946	5 150	4,1
Total des taxes et droits d'accise	3 261	4 013	23,1	21 238	22 196	4,5
Total des recettes fiscales	12 506	12 844	2,7	96 647	98 320	1,7
Recettes non fiscales	818	776	-5,1	4 881	4 952	1,5
Total des recettes budgétaires	13 324	13 620	2,2	101 528	103 272	1,7

septembre 2000 sur la santé. En excluant l'impact de ce paiement spécial, les transferts ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, soit 20,7 %. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) reflète l'entente conclue en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts fiscaux est attribuable à la hausse des droits à péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres ordres de gouvernement, ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, soit 18,1 %. Toutes les principales composantes ont augmenté, sauf les paiements aux sociétés d'État. Les fluctuations mensuelles de ces composantes sont en grande partie attribuables au calendrier des paiements et à l'achèvement de la transition à la nouvelle Stratégie d'information financière.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont reculé de 0,1 milliard de dollars, soit 3,5 %, sous l'effet de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

D'avril à octobre 2001 : résultats budgétaires

Au cours des sept premiers mois de l'exercice 2001-2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 13,2 milliards de dollars, en baisse de 1,4 milliard par rapport à l'excédent déclaré à la même période en 2000-2001. Les recettes budgétaires ont augmenté de 1,7 milliard de dollars, soit 1,7 %, tandis que les frais de la dette publique ont baissé de 1,0 milliard de dollars, ou 4,2 %. Cette évolution positive du solde budgétaire a été plus qu'annulée par l'augmentation des dépenses de programmes, en hausse de 4,1 milliards de dollars, ou 6,6 %.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement augmenté, l'incidence des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 ayant été compensée par l'augmentation des versements finaux reçus en avril et en mai pour l'année d'imposition 2000 ainsi que par les rajustements pour années antérieures modifiant les résultats d'octobre 2000.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	octobre			d'avril à octobre		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 037	2 137	4,9	13 990	14 638	4,6
Prestations d'assurance-emploi	750	1 076	43,5	5 806	6 973	20,1
Total	2 787	3 213	15,3	19 796	21 611	9,2
Autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	7 875	10 092	28,2
Transferts fiscaux	976	1 046	7,2	6 807	7 281	7,0
Fonds pour les appareils médicaux	1 000			1 000		
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-200	-2,9	-1 439	-1 400	-2,7
Total	2 895	2 288	-21,0	14 243	15 973	12,1
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres transferts						
Agriculture	7	40	471,4	263	504	91,6
Affaires étrangères	212	245	15,6	778	879	13,0
Santé	67	107	59,7	633	698	10,3
Développement des ressources humaines	120	139	15,8	579	764	32,0
Affaires indiennes et du Nord	176	313	77,8	2 646	2 442	-7,7
Industrie et développement régional	125	201	60,8	732	808	10,4
Anciens combattants	122	121	-0,8	841	868	3,2
Autres	57	233	308,8	1 087	1 388	27,7
Total	886	1 399	57,9	7 559	8 351	10,5
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	100	83	-17,0	615	648	5,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	158	5,3	1 070	1 106	3,4
Autres	167	170	1,8	874	927	6,1
Total	417	411	-1,4	2 559	2 681	4,8
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	989	1 037	4,9	5 762	5 876	2,0
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 089	2 327	11,4	12 918	12 462	-3,5
Total	3 078	3 364	9,3	18 680	18 338	-1,8
Total des dépenses directes de programmes	4 381	5 174	18,1	28 798	29 370	2,0
Total des dépenses de programmes	10 063	10 675	6,1	62 837	66 954	6,6
Frais de la dette publique	3 406	3 287	-3,5	24 103	23 088	-4,2
Total des dépenses budgétaires	13 469	13 962	3,7	86 940	90 042	3,6
Poste pour mémoire :						
total des transferts	6 568	6 900	5,1	41 598	45 935	10,4

- Les recettes de l'impôt des sociétés ont progressé de 0,6 milliard de dollars, soit 4,8 %. L'augmentation des recettes cumulatives a sensiblement ralenti durant les derniers mois à mesure que les sociétés rajustent leurs versements pour tenir compte des bénéfices moins élevés en 2001.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,5 milliard de dollars, soit 4,7 %. L'incidence des rajustements pour années antérieures modifiant les résultats d'octobre 2000, jumelée à la baisse des taux de cotisation, a en effet plus que compensé l'incidence de la croissance du nombre de salariés, et donc de personnes qui versent des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, soit 4,5 %. Les recettes de TPS ont augmenté de 3,7 %, les droits de douane à l'importation ont grimpé de 13,3 %, tandis que les taxes de vente et d'accise progressaient de 4,1 %.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 1,5 %.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des dépenses de programmes :

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 9,2 % en raison de la hausse des paiements de prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La hausse des paiements de prestations aux aînés fait état de l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et de la hausse du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'effet des améliorations apportées au programme, de même qu'à une augmentation du nombre de bénéficiaires.
- Les principaux transferts aux autres ordres de gouvernement ont progressé de 12,1 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et des programmes de transferts fiscaux. L'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS reflète l'entente conclue en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts fiscaux est principalement attribuable à la hausse des droits à péréquation, attribuable au fait que la croissance en Ontario demeure plus vigoureuse

que dans les provinces bénéficiaires de la péréquation. Les résultats cumulatifs tiennent également compte du paiement spécial de 1 milliard de dollars versé en octobre 2000 au Fonds pour les appareils médicaux.

- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres ordres de gouvernement, ont augmenté de 0,2 %. L'évolution de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements ainsi que de la mise en œuvre complète de la nouvelle Stratégie d'information financière. L'instauration du nouveau système a entraîné la modification du profil mensuel des dépenses. Il en résultera qu'une plus grande partie des dépenses sera comptabilisée dans la seconde moitié de l'année par rapport aux années précédentes.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 1,0 milliard de dollars, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêt et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 2,3 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à octobre 2001

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 10,9 milliards de dollars au cours des sept premiers mois de 2001-2002, comparativement à des besoins nets de

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	octobre		d'avril à octobre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
	(M\$)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-145	-342	14 588	13 230
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	50	24	256	379
Autres	-961	-423	-778	-930
Total	-911	-399	-522	-551
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	871	-745	333	-1 363
Comptes de pension de retraite	175	-154	1 636	-807
Autres	9	-17	-56	16
Total	1 055	-916	1 913	-2 154
Autres opérations	804	-215	-6 602	-8 225
Total des opérations non budgétaires	948	-1 530	-5 211	-10 930
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	803	-1 872	9 377	2 300
Opérations de change	692	-1 010	72	-512
Solde financier net	1 495	-2 882	9 449	1 788

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	octobre		d'avril à octobre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
	(M\$)			
Solde financier net	1 495	-2 882	9 449	1 788
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 931	1 435	9 949	-4 548
Obligations d'épargne du Canada	-191	120	-981	-469
Bons du Trésor	-300	2 800	-20 350	-1 200
Autres	109	0	191	-9
Total	3 549	4 355	-11 191	-6 226
Payables en devises				
Obligations négociables	-28	0	-2 202	-1 576
Billets et prêts				-41
Bons du Canada	173	431	-1 223	-1 692
Billets du Canada	-36	0	-36	-173
Total	109	431	-3 461	-3 482
Variation nette des emprunts	3 658	4 786	-14 652	-9 708
Variation de l'encaisse	5 153	1 904	-5 203	-7 920

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	31 octobre 2001	variation
		(M\$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 644	32 130	-11 514
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 185	128 378	-807
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 391	5 028	-1 363
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 253	7 269	16
Total des régimes de retraite et autres comptes	142 829	140 675	-2 154
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 973	290 425	-4 548
Bons du Trésor	88 700	87 500	-1 200
Obligations d'épargne du Canada	26 099	25 630	-469
Autres	3 473	3 464	-9
Total partiel	413 245	407 019	-6 226
Payable en devises	33 158	29 676	-3 482
Total de la dette non échue	446 403	436 695	-9 708
Total de la dette portant intérêt	589 232	577 370	-11 862
Total du passif	632 876	609 499	-23 377
Actif			
Encaisse et débiteurs	19 186	7 977	-11 210
Comptes d'opérations de change	50 270	50 782	512
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 042	16 593	551
Total de l'actif	85 498	75 351	-10 147
Déficit accumulé (dette publique nette)	547 378	534 148	-13 230

5,2 milliards pour la période correspondante de l'exercice précédent. En règle générale, les besoins sont toujours élevés au cours de la première moitié de l'exercice, en raison du versement des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers et de certains passifs, qui avaient été comptabilisés dans les résultats budgétaires des exercices précédents. En outre, les transferts au compte du Régime de pensions du Canada et à l'Office d'investissement des régimes de pension du secteur public ont entraîné une hausse des besoins cette année par rapport à la même période l'an dernier.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 13,2 milliards de dollars et des besoins nets de 10,9 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, des ressources financières (opérations de change exclues) de 2,3 milliards de dollars ont

été dégagées d'avril à octobre 2001, comparativement à des ressources financières de 9,4 milliards pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Ressources financières nettes de 1,8 milliard de dollars d'avril à octobre 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les

La revue financière

sept premiers mois de 2001-2002 ont été marqués par des ressources financières nettes de 0,5 milliard de dollars, comparativement à des ressources financières nettes de 0,1 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 13,2 milliards de dollars, des besoins nets de 10,9 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, et des ressources nettes de 0,5 milliard au titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 1,8 milliard de dollars pour la période d'avril à octobre 2001, comparativement à des ressources nettes de 9,4 milliards pendant la période correspondante de l'exercice précédent.

Les emprunts nets en baisse de 9,7 milliards de dollars d'avril à octobre 2001

Malgré des ressources financières nettes de seulement 1,8 milliard de dollars au cours des sept premiers mois de l'exercice 2001-2002, le gouvernement a été en mesure de réduire sa dette détenue sur les marchés de 9,7 milliards de dollars au moyen d'une réduction des soldes d'encaisse. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement sur une base mensuelle. À la fin d'octobre 2001, l'encaisse s'établissait à 5,3 milliards de dollars, ce qui représente une réduction de 7,9 milliards depuis le 31 mars 2001.

Note :

Dans le budget de 2000, le gouvernement avait fixé à l'exercice 2001-2002 l'échéance de mise en œuvre de la comptabilité d'exercice intégrale. Cependant, les états financiers vérifiés du gouvernement doivent toujours être présentés selon la même méthode comptable que dans le budget. Étant donné la date de dépôt du budget de 2001, et comme des éléments d'information importants requis pour mettre en œuvre la comptabilité d'exercice intégrale n'ont pas encore été vérifiés, il n'est pas possible de passer immédiatement à la comptabilité d'exercice intégrale. En conséquence, le gouvernement a décidé de retarder la mise en œuvre de la comptabilité d'exercice intégrale d'au moins une autre année.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.

Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.

This publication is also available in English.

Décembre 2001

